

LE PRÉSIDENT
Réf : 601/13/PT/CP

Monsieur Alain Bocquet
Député du Nord
4, rue Jean Jaurès
59 860 Bruay-sur-Escaut

Paris, le 1^{er} octobre 2013

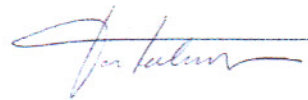
Monsieur le Député,

La Ligue des droits de l'Homme a eu connaissance de votre proposition de résolution visant à la création d'une commission parlementaire d'enquête *« sur la place et le rôle des fonds d'investissement dans l'économie, sur leurs méthodes d'acquisition d'entreprises par effet de levier appelé LBO, sur les conséquences de telles pratiques pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail ainsi que sur les solutions alternatives qui pourraient être mises en œuvre à partir de la constitution d'un pôle financier public »*.

Nous tenions à vous faire part du soutien de la Ligue des droits de l'Homme à la mise en place de cette commission, **associant les droits politiques et civils aux droits économiques et sociaux.**

La LDH salue l'enjeu essentiel d'une telle commission, afin d'établir un bilan objectif du mécanisme financier du « LBO » et de ses conséquences et, au-delà de cette indispensable analyse économique et politique, afin de réfléchir à une modification de la législation des entreprises et de la fiscalité, dans **la recherche d'un développement solide de l'activité et de l'emploi dans notre pays.**

En vous renouvelant encore une fois notre soutien et notre vœu de voir cette résolution aboutir, veuillez agréer, monsieur le Député, l'expression de notre très haute considération.



Pierre Tartakowsky
Président de la Ligue des droits de l'Homme